



La Trompette

Comment ne pas avoir un monde sans arme atomique

Comment ne pas avoir un monde sans arme atomique

- Stephen Flurry
- [13/06/2014](#)

Le mouvement de désarmement post-Première Guerre mondiale, comme le journaliste Walter Lippmann l'a observé en 1943, a été «tragiquement réussi en désarmant *les nations qui croyaient au désarmement*». Ceux qui *n'y croyaient pas*, évidemment, ont été responsables du cauchemar de la Deuxième Guerre mondiale.

L'histoire se répète encore.

En avril, à Prague, un an après son engagement à rechercher «un monde dénucléarisé», le président américain Barack Obama a dit au *New York Times* qu'il n'utiliserait pas d'armes nucléaires contre un État non nucléaire, *même si cette nation attaquerait les États-Unis avec des armes chimiques ou biologiques*.

La nouvelle position de l'administration sur les armes nucléaires a été expliquée clairement dans la Revue de politique nucléaire du Pentagone (RPN), parue également en avril. Une des conclusions clé du rapport, c'est cette déclaration: «Les États-Unis continueront de renforcer leur potentiel conventionnel et *réduiront le rôle des armes nucléaires en dissuasion d'attaques non nucléaires*, avec l'objectif de faire d'une force de dissuasion d'attaque nucléaire sur les États-Unis ou sur nos alliés et partenaires le but unique des armes nucléaires américaines.»

C'est un contraste frappant par rapport aux termes utilisés dans la RPN, en 2001: «Les armes nucléaires jouent un rôle crucial dans les capacités de défense des États-Unis, de leurs alliés et de leurs amis. Elles fournissent des options militaires crédibles pour dissuader une gamme étendue de menaces, *incluant les ADM et une force militaire conventionnelle de grande envergure*». Des sept nations que le rapport a identifiées comme les menaces les plus significatives pour les États-Unis, cinq d'entre elles n'avaient même pas d'armes nucléaires.

Même en 1997, pendant les années Bill Clinton, une directive présidentielle a averti que les États-Unis n'utiliseraient pas d'armes nucléaires contre des États sans armes nucléaires *sauf* «dans le cas d'une invasion ou de toute autre attaque sur les États-Unis».

En fait, depuis le début de la guerre froide, toutes les administrations américaines ont au moins tenu compte *de la possibilité* d'utiliser la puissance nucléaire pour répondre aux menaces dangereuses d'ennemis non nucléaires. La politique n'a jamais été expliquée clairement. Elle a été intentionnellement ambiguë pour garder les adversaires potentiels en équilibre instable, dans l'espoir qu'ils *n'attaqueraient pas*.

La doctrine Obama enlève efficacement toute ambiguïté. Elle pose les cartes sur la table pour que tous voient le jeu. C'est la première fois qu'un président américain expose publiquement les circonstances spécifiques dans lesquelles l'Amérique *n'utiliserait pas* d'armes nucléaires si elle était attaquée.

Ainsi, les ennemis de l'Amérique savent maintenant qu'ils peuvent éviter une contre-attaque nucléaire destructrice *aussi*

longtemps qu'ils se plient au Traité de non-prolifération nucléaire. Comme le chroniqueur Charles Krauthammer l'a expliqué: «Cela revient à dire que si un terroriste utilise délibérément sa voiture pour faucher cent personnes attendant à un arrêt de bus, la décision quant à savoir s'il mérite (a) d'être pendu ou (b) 100 heures de travail d'intérêt public, dépend entièrement du fait de savoir si sa voiture avait passé les inspections d'émissions» (9 avril).

En laissant de côté l'absurdité immorale du susdit scénario, stratégiquement parlant c'est dangereusement naïf et enfantin. «Quelqu'un croit-il que la Corée du Nord ou l'Iran se laisseront davantage persuader d'abjurer les armes nucléaires parce qu'ils pourraient alors réaliser une attaque biologique ou chimique sur les États-Unis sans peur de revanche nucléaire?» a demandé C. Krauthammer.

Apparemment, l'administration actuelle de la Maison-Blanche croit que la réponse est oui. L'administration Obama croit fermement que le rêve d'un monde sans armes nucléaires n'arrivera pas, à moins que les États-Unis ne donnent l'exemple, et ne démontent leur arsenal nucléaire d'abord.

«Cette approche», a écrit le vice-président Joseph Biden dans le *Los Angeles Times* du 7 avril, «fournit le stimulant supplémentaire pour que les pays se plient COMPLÈTEMENT AUX normes de non-prolifération.»

C'est l'opposé qui est vrai. Cette approche accélère en fait la prolifération—particulièrement parmi les États voyous et les pouvoirs ascendants qui se dépêchent de remplir le vide laissé par les États-Unis.

Peut-on se fier à la Russie?

Dans la même semaine où le président Obama a réduit la liste des conditions pour utiliser les armes nucléaires, il a signé un traité de désarmement nucléaire avec la Russie, acceptant d'entailler l'arsenal des armes nucléaires de l'Amérique d'un tiers, et de couper de moitié le nombre de missiles, de sous-marins et de bombardiers utilisés pour les lancer. Cela, a dit le président, préparera des étapes pour plus de coupures. «C'est juste un pas sur un plus long voyage», a-t-il ajouté.

Une majorité d'Américains, pendant ce temps, s'oppose au dégraissage de l'arsenal américain. Seulement 31 pour cent croient que la Russie honorera l'accord.

Tout ce qu'on doit faire, pour connaître les intentions de Moscou, c'est de regarder ce qu'elle était occupée à faire jusqu'à la signature de ce traité: distribuer autant d'armes que possible aux ennemis de l'Amérique—et promettre une assistance nucléaire au Venezuela antiaméricain d'Hugo Chavez.

Une semaine avant le traité, le Premier ministre russe Vladimir Poutine, visitant le Venezuela pour la première fois, a signé 31 accords dans le domaine du pétrole, du commerce—et dans le domaine nucléaire. Les deux dirigeants ont signé une lettre d'intention pour construire une centrale nucléaire, pour laquelle, évidemment, H. Chavez a, à la hâte, rassuré le monde qu'elle ne serait pas utilisée pour construire une bombe nucléaire. À son retour à Moscou, V. Poutine a dit que les exportations d'armes de la Russie vers le Venezuela peuvent excéder 5 milliards de dollars. Déjà, le Venezuela avait acheté la valeur de 4 milliards de dollars d'équipement militaire à la Russie, les cinq années précédentes.

Cette même semaine, la Chine a pris la livraison de missiles antiaériens S-300 de la Russie dans le cadre d'un contrat s'élevant jusqu'à 2,25 milliards de dollars. Pendant ce temps, comme *The American Thinker* l'a annoncé, «la Russie a fait d'assez bonnes affaires en vendant les mêmes S-300 'Favorit' (le système de défense aérienne le plus puissant et le plus efficace au monde) à de nombreux pays hostiles aux États-Unis et à Israël: la Syrie, l'Inde, l'Algérie, la Malaisie, le Viêtnam et l'Arabie Saoudite»—et peut-être l'Iran (7 avril).

Le jour où le président russe Dimitri Medvedev a signé le traité de réduction d'armes avec le président Obama, il a fait le point en disant qu'il y a des limites au soutien de la Russie en faveur de sanctions contre l'Iran et son ambition nucléaire. Selon le *Washington Post*, D. Medvedev a protesté sur la sorte de sanctions dures «qui créeraient des difficultés économiques pour l'Iran, entraîneraient le chaos financier ou causeraient un changement de régime» (9 avril). Autrement dit, la Russie s'oppose à quoi que ce soit qui pourrait vraiment persuader Téhéran de mettre son programme d'armes nucléaires de côté.

En plus de cela, dans *les jours* qui ont suivi la signature du 8 avril, D. Medvedev avertissait déjà les États-Unis que la Russie pourrait se retirer du traité de désarmement si les États-Unis ne satisfaisaient pas les demandes russes concernant les plans de défense de missiles américains en Europe.

La Russie a certainement sa propre idée du contrôle des armements.

Mais peu importe cela—le président Obama *croit* dans un désarmement unilatéral!

Pas de nouvelles armes

À côté du démantèlement des armes atomiques et des promesses de ne pas utiliser l'arsenal restant pour réagir contre une attaque chimique ou biologique, le président Obama a également rassuré les ennemis potentiels sur le fait que l'Amérique N'ACCOMPLIRA PAS d'essais nucléaires, OU NE POURSUIVRA PAS de nouvelles missions militaires, OU NE DÉVELOPPERA PAS de nouvelles armes nucléaires, OU NE DÉVELOPPERA PAS de nouvelles capacités d'armes nucléaires.

Dehors les vieilles—et DEHORS LES NOUVELLES! Même le *New York Times* voit les stocks d'armes de la guerre froide de l'Amérique comme «un énorme arsenal nucléaire vieillissant, de plus en plus démodé» (6 avril). Mais ne comptez pas sur une quelconque modernisation, au moins pas pendant la présente administration.

Pendant ce temps, absolument rien n'empêche la Russie, la Chine ou l'Union européenne—sans parler de l'Iran et de la Corée du Nord—de continuer la recherche et le développement dont ils ont besoin pour construire la prochaine génération d'armes nucléaires.

Et ils CONTINUERONT à construire alors même que l'Amérique continuera, seule, son désarmement nucléaire. Le président croit fermement que la sécurité nationale de l'Amérique, aussi bien que celle de ses alliés, «peut être de plus en plus défendue par les capacités militaires *conventionnelles* sans précédent de l'Amérique et les puissants missiles de défense». La plus grande menace pesant sur les États-Unis et sur le reste du monde, a dit le président Obama, le 6 avril, «n'est *plus un échange nucléaire entre les nations*, mais le terrorisme nucléaire pratiqué par des extrémistes violents et la prolifération nucléaire au sein d'un nombre croissant d'États.»

Pourquoi se concentrer sur l'arme atomique quand «la plus grande menace» vient maintenant des «extrémistes violents»? Qui sont vraiment ces extrémistes violents est une question ouverte, à en juger par les révisions faites au document officiel exposant la stratégie de sécurité nationale de l'Amérique. Selon l'Associated Press, les conseillers du président Obama enlèvent actuellement des termes comme *extrémisme islamique* et *ihad* pour «accentuer le fait que les États-Unis ne voient pas les nations musulmanes par la lentille de la terreur» (7 avril).

Ainsi, l'approche stratégique pour combattre l'islam radical est en réalité ceci: *Fermez les yeux et espérez qu'ils partent* Et quant à la possibilité de guerre nucléaire mondiale, la RPN nous assure que la menace est maintenant «éloignée».

Cela ne pourrait être plus faux. La guerre nucléaire *est* la PLUS GRANDE MENACE pesant sur l'Amérique! La prophétie le dit (Amos 5:3; Matthieu 24:21-22)—c'est pourquoi la quête de l'Amérique d'un monde sans l'arme atomique est d'une importance spéciale. Cela accélère vraiment l'accomplissement de ces prophéties du temps de la fin. Même *l'histoire* du 20^{ème} siècle enseigne cette leçon.

«Ne pas simplement parler, mais... agir»

Suite à la Révision de la politique nucléaire et au traité de désarmement avec la Russie, 47 nations ont rejoint le président Obama à Washington pour le Sommet sur la sécurité nucléaire. «Aujourd'hui, c'est une occasion, a dit le président, le 13 avril, «de ne pas simplement parler, mais d'agir. De ne pas simplement prendre des engagements, mais de faire un progrès réel pour la sécurité de nos peuples».

Pourtant, au sortir du sommet, un des plus grands «accomplissements», a été de persuader la Chine, au moins, de *de parler* de la possibilité de sanctions contre l'Iran. Selon les nouvelles, le président Obama a assuré au président chinois Hu Jintao que si l'Iran répondait aux sanctions en coupant l'approvisionnement en pétrole brut à la Chine, les États-Unis interviendraient pour aider la Chine à réapprovisionner ses réserves de pétrole.

Comme si l'Iran tenait, de manière ou d'autre, la Chine par un baril à cause de ses approvisionnements en brut C'est la Chine qui tient les États-Unis par un baril! La présence déstabilisante de l'Iran dans le Moyen-Orient est un avantage stratégique pour la Chine parce qu'elle contrebalance la dominance américaine dans la région.

Il doit certainement y avoir quelqu'un à Washington pour comprendre cela.

Sans surprise, le jour après que la Chine a accepté de parler de sanctions, un fonctionnaire du ministère des Affaires étrangères chinois, à Pékin, a été rapide à porter des clarifications. Il a dit: «la Chine soutient une stratégie de double-piste, et a toujours cru que le dialogue et les négociations sont les canaux optimaux pour résoudre la question nucléaire iranienne. *Les sanctions et la pression ne peuvent pas fondamentalement résoudre les problèmes*».

C'était encore un autre fiasco sur lequel les négociateurs ont trébuché, à peine en route vers leur réalisation diplomatique suivante: *le désarmement de l'Ukraine*. Ensuite du *Canada*. Puis de la *Malaisie* et du *Mexique*.

À y penser—c'était le plus grand rassemblement de dirigeants mondiaux sur le sol américain, depuis la Seconde Guerre mondiale—le mieux qu'ils ont pu trouver, c'était le désarmement du Canada. Pendant ce temps, les menaces nucléaires les plus dangereuses dont fait face la civilisation ont à peine été évoquées dans la discussion, et le Premier ministre d'Israël s'est retiré du sommet de peur d'être pris en embuscade par les dirigeants arabes au sujet du renoncement à l'arsenal nucléaire de sa propre nation.

Quel affichage étourdissant de faiblesse nationale de la part de l'Amérique! Ce n'est qu'une réinterprétation point par point des années 1930. En ce temps-là, la Grande-Bretagne et la France se sont démilitarisées, en supposant que l'Allemagne se désarmait également. A. Hitler a exploité cet esprit d'apaisement pour, en fait, *se réarmer*, avec l'aide soviétique. Et quand il a continué l'offensive, la Grande-Bretagne et la France n'étaient pas prêtes à y répondre.

Cela arrivera de nouveau. Et il en résultera la plus grande explosion de violence que ce monde n'ait jamais vue.

Seulement *alors*, après encore une autre répétition douloureusement triste de l'histoire, l'illusion du contrôle des armements se sera horriblement révélée comme un succès tragique. ■